## ST2 Politique des temps ordinaires et politique des temps électoraux

Caroline Patsias Professeure agrégée de science politique Département de science politique UQAM

Sylvie Patsias Lecturer Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence

Maude Benoit Étudiante au doctorat Département de science politique Université Laval (Québec) et Université Montpellier 1 (France)

Le comité Parc-Extension à Montréal, en-dehors et durant la campagne montréalaise municipale de 2013. Les campagnes électorales à l'échelle municipale sont-elles encore le momentum privilégié pour une discussion politique chez les citoyens ?

Parle-t-on encore politique dans une campagne électorale ? La question peut surprendre. Les systèmes représentatifs sont en effet fondés sur une division du travail politique entre représentants et représentés en écho à une distinction entre lieux du politique et lieux de la vie civile. Leur organisation a bien pour objectif d'autoriser, dans certains lieux et lors de certaines circonstances, la transition du quotidien vers le politique et les campagnes électorales sont censées être un momentum de prédilection à cet égard, favorisant les discussions et les débats politiques (Manin 1995, Manent 2001). Certaines études invitent cependant à ne pas éviter pareille question qui contrarie a priori les principes de nos démocraties. D'abord, nombre d'enquêtes témoignent du désaveu du politique, d'une distanciation volontaire de ce dernier chez les citoyens (Bennett et alii, 2013). Le monde politique est vu comme une entreprise de corruption par le haut aux services d'une élite (Hibbing and Morse 2002), il est assimilé à une bataille pour la conquête du pouvoir ou à un spectacle qui n'intéresse que peu les citoyens (Baiocchi et alii 2014). Certaines études ont associé ce rejet du politique à la montée d'un cynisme au sein des citoyens quant à la chose publique ou à une voie vers l'apathie politique et le désengagement (Crenson et al. 2002 ; Perrineau, 2003; Jugnot, 2007; Hibbing et al. 2001a; Hudon et al. 2008). Ensuite, d'autres pointent une 'privatisation du public', et une publicisation du privée, les discussions politiques devenant paradoxalement moins nombreuses au sein des espaces publics (Eliasoph 1998), dans un contexte où les mouvements féministes et écologiques avaient déjà rendu ces frontières plus poreuses (Sargisson 2001). Les études menées sur les campagnes électorales sont loin d'être nouvelles en science politique cependant, elles n'ont que peu permis d'analyser ces phénomènes. S'attardant surtout sur la participation des citoyens lors du vote ou l'orientation politique de ces derniers, elle n'interroge la construction de l'opinion politique que via un questionnement sur le momentum de la décision et souvent via l'angle de l'influence des medias (Berelson et al. 1954; Allsop et al. 1988; Brady et al. 2006 ou pour le Canada: Johnson et al. 1995).

Or si cette perspective est grandement utile à la science politique, elle ne que peut partiellement donner à voir l'articulation entre ordinaire et politique qui est censée s'opérer durant les campagnes électorales. Dans ce texte, c'est cette articulation que nous voulons étudier. Notre analyse suppose que comprendre les comportements et les engagements politiques impliquent de ne pas ignorer les modes ordinaires de connaissance et de construction du politique (Rose, 1989; Marie et al. 2002; Ginsborg, 2005). Il s'agit de savoir comment, où et quand les citoyens élaborent une conception du politique à partir de leur perception de la vie quotidienne. Par-là, nous conjuguons une approche itérative du politique et une réflexion sur les transformations des architectures du politique et donc des conceptions de la démocratie. Parce qu'elle s'intègre dans une organisation du système politique, une campagne électorale est révélatrice de la façon dont les acteurs concernés conçoivent les voies de la politisation. Pareil objet permet donc de mieux appréhender l'éventuel décalage entre les lieux prévus par la démocratie pour la discussion politique et les pratiques et interactions des citoyens. Plus précisément, nous soutenons que la campagne électorale de 2013 n'a pas été le lieu privilégié des discussions politiques et qu'elle n'a pas favorisé la politisation des citoyens de Parc-Extension. Non seulement, confirmons-nous la thèse d'Eliasoph (1998) sur la transformation des lieux de la discussion politique, mais nous montrons que ce résultat s'explique par deux visions différentes, chez les élus et chez les citoyens, de la démocratie. Ainsi, nous espérons contribuer à éclairer les liens entre la politisation entendue comme la possibilité de discussions en termes publics et certaines des tensions de la démocratie contemporaine.

## Engagement politique, vision de la démocratie et architecture politique

Les écrits sur la politisation soulignent que les démocraties occidentales seraient marquées par un ensemble de sentiments négatifs à l'endroit du politique mêlant désapprobation, méfiance, désaffection et cynisme (ANES 2010; Pew Research Center 2010 ; Crenson et al. 2002 ; Jugnot 2007).

Si le constat est partagé, les avis divergent quant aux conséquences sur la démocratie. Une première catégorie de travaux (par exemple, Bellah et al. 1985; Wuthnow 1994; Calhoun 1998; Putnam 2000; Skocpol 2003) s'inquiète qu'une telle méfiance ne favorise le désengagement et la dépolitisation des citoyens (Par exemple Offe 2006; Jackson et alii 2009; Keane 2009). Un second ensemble de recherches redoute que les citoyens ne se replient sur des enjeux locaux au détriment des luttes plus centrales de la vie démocratique comme les inégalités de pouvoir et de ressources (Calhoun 1998; Herbert 2005). Une troisième catégorie affirme que les citoyens continueront à s'engager en politique mais d'une façon à la fois plus égoïste, limitée et conflictuelle (Bellah et al. 1985; Putnam 1996; Macedo 2005). Plus récemment d'autres recherches, en écho aux résultats d'enquêtes quantitatives (ANES 2010; Pew Research Center 2010, CNSC 2006 pour l'Amérique du Nord à tout le moins), soulignent que la méfiance pourrait ne pas contrarier la politisation des citoyens, ni leur participation à la vie publique (Dalton 2004; Norris 2011; Bennett et alii 2013; Baiocchi et alii 2014). Un premier élément d'explication souligne l'émergence d'une culture du « scepticisme » qui génère un désaveu du politique (disavowal of the political): les citoyens réfutent le label politique à travers l'affirmation 'je ne suis pas politique', 'je n'appartiens pas à ce monde' sans pour autant renoncer ni à leurs activités politiques, ni à un regard politique sur le monde, qu'ils qualifient cependant de « civiques » (Baiocchi et alii 2014). Cette distanciation symbolique du politique fait écho à trois paradoxes. Les citoyens veulent influencer la formulation des politiques publiques tout en doutant de l'efficacité et de l'honnêteté des processus politiques (Hibbing et Theiss Morse 2002; Bennett et alii 2013). Ils souhaitent travailler pour le bien commun mais critiquent la poursuite d'intérêts particuliers (Perrineau 2003; Bennett et alii 2013). Enfin, ils veulent œuvrer à la résolution des problèmes mais en évitant des organisations et des institutions politiques marquées par le conflit (Eliasoph 1998; Bennett et alii 2013; Patsias et alii 2015). Les analyses soulignent cependant que cet évitement du conflit pourrait nuire à une lecture du monde et un activisme orientés vers la défense des droits et des inégalités (Bennett et alii 2013). Enfin, d'autres auteurs insistent sur la nécessité de tenir compte des contextes, dans le dessin d'un rapport politique au monde (Eliasoph, 1998; Cramer Walsh 2012). Les citoyens disposeraient de plusieurs casquettes (celles du citoyen engagé, de l'apathique, du non intéressé) qu'ils revêtiraient selon les situations et plus ces dernières seraient publiques moins, paradoxalement, les citoyens tiendraient des discussions politiques participant ainsi à une « évaporation du politique » (Eliasoph, 1998). Plus généralement, l'ensemble des études, tant sociologiques que philosophiques, ont noté les mutations du rapport au politique, conséquence de l'affirmation de la vie ordinaire, d'une diversification de l'expression citoyenne et d'une dissémination de la démocratie dans la société civile (Taylor 1989; Rosanvallon 2008). Cependant, ces études ne se sont penchées que dans une moindre mesure sur la conséquence de « la montée de l'ordinaire » sur les institutions (Rosanvallon 2008) et sur le rôle que ces dernières occupent au sein de ce phénomène.

Cette négligence s'explique par le fait que ces analyses ont principalement mis l'accent sur les groupes de la société civile, à de rares exceptions près, favorisant alors une approche quantitative (Hibbing et Theiss-Morse 2002). Ces analyses n'ont donc pas considéré spécifiquement les interactions des citoyens au sein des institutions ou lors de momentums explicitement politiques. De la sorte, les analyses oblitèrent a priori le rôle potentiel des institutions et des représentants politiques dans les formes et les expressions de la société civile (Baiocchi et alii 2008), laissant la seule responsabilité de la politisation ou de la dépolitisation aux citoyens (Baiocchi et alii 2014). Ces analyses ne peuvent donc ni saisir le rôle des institutions dans l'évitement ou le désaveu du politique, ni réciproquement examiner comment ce désaveu s'exprime au sein des institutions.

Dans cette recherche, nous voulons compléter les réflexions en cours en privilégiant l'étude des citoyens au sein des institutions et plus spécifiquement des institutions municipales lors d'un momentum politique privilégié, celui d'une campagne électorale. Il s'agit de comprendre comment les citoyens définissent le politique à l'échelle municipale, lors de leurs interactions avec leurs représentants.

Historiquement, la vision de la ville et des municipalités a emprunté à deux conceptions de la démocratie. Une première vision reprend l'héritage libéral en affirmant la division du travail politique entre représentants et représentés. La participation populaire et la politisation sont limitées à des moments (les élections), des lieux (certaines institutions) et des organisations particulières (les parties politiques, les associations de la société civile) (Calhoun 1998). Cette distance entre représentants et représentés, sitôt établie lors du vote, est minorée par les liens « personnels » entre l'élu et ses commettants. Le premier veut être 'proche' des seconds, tout l'enjeu résidant dans les formes et les degrés de cette proximité (Mansbridge 2003 ; Le Bart et Lefebvre 2005). Le conflit entre des intérêts divergents est censé être exprimé par les partis politiques, l'opposition au sein de l'assemblée des représentants et la compétition entre les groupes de pression (Manin 1995). En outre, dans le système municipal plus spécifiquement, le conseil est vu comme un exercice de reddition de compte. Cette architecture du politique et la place qu'elle dédie au conflit sous-tendent une vision du 'bon citoyen'. Ce dernier s'implique dans les associations, les partis politiques ou les groupes de pression, et prend part aux échéances électorales. Dans un tel modèle, la dimension antagonique est limitée et circonscrite (Mouffe 2000). À l'opposé, le modèle participationniste favorise l'implication des citoyens à l'extérieur des périodes électorales. Dans ce modèle, la ville est considérée comme l'échelle idéale pour mettre en œuvre une participation accrue des citovens, elle est le lieu privilégiée de l'expression politique et de l'identification des citoyens (Tocqueville 1969) voire pour les théoriciens anarchistes, l'espace permettant l'autogestion de la communauté politique. Au Québec, ont dominé une conception et une pratique libérale voire purement administrative des municipalités qui dépolitisaient cette échelle de régulation sociale en l'associant à l'administration des choses (Tindal et Tindal 2008). Que nous révèle la campagne électorale de 2013 dans le quartier de Parc-extension sur l'organisation du politique à l'échelon municipal et sur la conception municipale qui y prévaut? La campagne a-t-elle favorisé la formulation du politique au sein du comité de citoyens, dans quels lieux s'est effectuée la transition entre ordinaire et politique? Que nous disent les interactions entre les représentants politiques et les citoyens des visions et de l'exercice de la démocratie municipale au Québec?

## Cadre théorique : ordinaire et politique

L'ordinaire se définit en opposition au temps politique (Marie et al.), il renvoie au privé et au domestique. Cette définition ouvre cependant à deux conceptions de l'ordinaire et de sa prise en considération. Une première suppose une différence de nature entre l'ordinaire et ce qui ne l'est pas, l'ordinaire pourrait donc s'étudier en soi, sans référence à l'extraordinaire (Favre 2002, 281). Cette approche oublie les logiques de situation et le rôle des contextes dans l'appréhension du social. Certaines attitudes banales en certaines périodes peuvent changer de significations en d'autres périodes ou d'autres contextes d'une part. Par exemple, passer la Loire devint un acte de résistance éminemment politique durant la IIe guerre mondiale lorsque la France fut divisée en deux parties, Nord et Sud, dont la première était sous tutelle allemande. D'autre part, certaines actions ne sont extraordinaires que par rapport à une 'normalité' ou disons des habitudes sociales ou un autre corps social, comme le montre l'étude des pratiques religieuses (Douglas, 2002). La vie sociale est un complexe d'actions dont aucune ne peut être qualifiée une fois pour toute "d'ordinaire" (Favre 2002). Selon cette seconde perspective, il est donc impossible d'autonomiser l'ordinaire et ce dernier ne peut être analysé sans lien avec son contraire l'extraordinaire ou le temps politique. Le rapport aux autres est constitutif du politique, personne, à moins de ne vivre solitaire en troglodyte, comme le souligne Favre (2002) ne peut se dégager de la relation politique « dans la mesure où chacun est dans un certain rapport aux autres, aux règles et aux tâches effectuées ». Chacun juge autrui, le classe comme ami ou ennemi, et attribue signification et valeur aux groupes et aux personnes qui l'environnent et donc leur donne sens. Comme le souligne Pharo (1985), s'inscrivant dans une perspective goffmanienne (1974), lors du lien civil ordinaire, les gens se comprennent en évaluant leurs droits réciproques, même si ce droit peut être un droit infra-institutionnel ou infra-légal que les citoyens élaborent durant leurs interactions courantes et que Pharo (1985 : 234) nomme justement « un droit ordinaire ». Le rapport aux autres s'inscrit au sein de régulations sociales, il en est constitutif. Réciproquement l'ordinaire est aussi façonné par le politique entendu ici comme les systèmes politiques et les règles officielles de droit (les législations sur le bruit par exemple, la conduite). Ces exemples soulignent que le quotidien, y compris celui des démocraties représentatives, repose sur l'acceptation d'un ordre social. Sans avoir à invoquer La Boétie et « la servitude volontaire », même nos sociétés démocratiques supposent une obéissance quotidienne, plus ou moins indolore et inaperçue (Favre 2002: 299).

Saisir la dialectique entre ordinaire et politique implique donc d'élargir la définition du politique hors du système politique sans pour autant diluer ce dernier et lui dénier toute spécificité. L'écueil est double : si le politique ne peut être cantonné aux institutions, il ne peut non plus être assimilé aux seules définitions des citoyens. Dans les deux cas, analyser la façon dont les citoyens construisent leurs propres catégories du politique, et penser les transitions entre les expériences quotidiennes des citoyens dans la vie civique et civile et le politique comme les transformations de la démocratie serait impossible. Nous allons donc reprendre ici à notre propre compte le point de vue des féministes (Fraser 1985 ; Young 1987), le politique peut se dissimuler dans n'importe quel sujet mais n'importe quel sujet n'est pas toujours abordé en termes politiques. Nous présumons qu'il existe des relations entre les citoyens et la société, même lorsque ceux-ci ne reconnaissent pas explicitement de tels liens (Eliasoph 1998 : 27). Il

s'agit de savoir si les citoyens observés appréhendent les conséquences publiques de leurs sujets de discussion et imaginent que ce qu'ils disent importe à d'autres qu'eux-mêmes. L'attention est portée sur les processus autorisant un élargissement du champ des préoccupations des citoyens. Deux éléments sont retenus pour juger de cet élargissement. Un premier renvoie à une conversation animée par « l'esprit public » au sens de Pitkin (1972), à savoir lorsque les citoyens s'expriment en termes de justice. Une telle conversation implique un passage du 'je veux' au 'j'ai droit à', revendication qui devient négociable en se référant à des normes publiques. Ainsi, les citoyens apprennent-ils à réfléchir aux normes ellesmêmes et aux intérêts qu'ils ont à l'existence de ces normes. Ils interrogent les fondements de leur communauté comme les arguments et les intérêts de leurs adversaires et ennemis au sein de cette communauté, et ils en ressortent finalement transformés (Pitkin 1972 : 347). Un second élément concerne la possibilité d'une conflictualisation des enjeux, avec la construction ou la mise en évidence de clivages (Boltanski and Thévenot 1991; Gamson 1992; Duchesne and Haegel 2007). Ces clivages renvoient à la définition de soi au sein d'un groupe, lequel s'oppose à d'autres dans la revendication d'intérêts et de ressources, processus qui sont au cœur de la régulation politique des sociétés. Ce marquage du politique souligne qu'il ne suffit pas qu'un discours soit tenu dans une institution politique ou publique pour qu'il soit caractérisé par 'l'esprit public' (Eliasoph et Lichterman 2003).

Afin d'opérationnaliser ces différentes dimensions du politique, nous nous sommes plus particulièrement intéressées à deux aspects du comité : ses «frontières» et ses « normes de paroles» (Eliasoph and Lichterman, 2003). Les «frontières du groupe» sont révélatrices de la façon dont le comité définit son rapport 'au plus large monde'. Nous examinons ainsi quelles références les membres du groupe font aux institutions municipales, positives ou négatives, comme les interactions qu'ils nouent avec elles. «Les normes de parole» font écho à notre évaluation de la façon de parler dans le groupe : 'Qu'est-ce que parler veut dire pour le groupe'? À quelle sorte de discours les membres du groupe prêtent-ils attention? Quelle est la place du désaccord dans leur discussion? Enfin, leurs discours changent-ils selon qu'ils sont tenus dans le groupe ou devant des institutions. Ces deux éléments nous permettent de définir un «style de groupe» (Eliasoph and Lichterman 2003) qui renvoie à la façon dont le groupe détermine (plus ou moins implicitement) ce qu'il attend du «'bon membre»' en son sein et quelles sont les formes adéquates de participation et de discussion au nom du groupe dans l'espace public.

#### Méthode

Notre enquête s'appuie sur une méthode ethnographique particulièrement appropriée pour examiner les expressions et les pratiques quotidiennes de la vie politique et les significations que les acteurs donnent à leurs actions (Eliasoph and Lichterman 2003; Auyero 2006; Baiocchi and Connor 2008). Nous avons analysé à la fois les discours, les significations et les pratiques des acteurs. Notre approche est attentive à la façon dont les acteurs comprennent et définissent le politique, comme aux visions de la démocratie qui s'y rattachent. Suivant les perspectives de l'école « pragmatique », nous sommes moins concernées avec les normes et les valeurs des acteurs proprement dites qu'avec la façon dont ceux-ci formulent leurs évaluations 'morales'. Le pragmatisme assume que les acteurs sociaux sont en premier lieu des agents moraux et réflexifs qui sont constamment engagés pour défendre leur vision du bien (Silber 2003 Bennett et alii, 2013). Cette perspective implique d'accepter que les acteurs ont différentes versions de ce qui est bien, l'objectif étant de discerner comment ces différences influencent leur évaluation de la

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Si ce marquage ne sous-tend pas une définition a priori ou substantielle du politique (l'objectif étant de pouvoir considérer ce que les acteurs considèrent comme politique et comment ils politisent ou non certains enjeux sociaux), il ne saurait l'écarter totalement (Hamidi, 2010 : 173). Attribuer des caractères propres au politique implique a minima que l'on rattache à celui-ci un certain nombre de valeurs ou de façons de concevoir son rapport au monde.

société et leur façon de s'engager. Pour rassembler les données, nous avons choisi d'impliquer plusieurs chercheurs dans l'observation d'un même événement, chaque chercheur devant rédiger ses propres notes (Par exemple Bennet et alii 2013 ; Hirsch et al. 2009). Poser différents regards sur un même objet accroit la validité des constats opérés.

Nous avons conduit notre enquête au sein du comité de citoyens du quartier Parc-Extension à Montréal. La métropole québécoise a été secouée par un scandale soulignant les malversations dans la gestion de la métropole. Se pencher sur un comité montréalais durant la campagne électorale de 2013 peut relever du cas d'école pour quiconque s'intéresse à la politisation dans un contexte de crise du politique. Parc-Extension est un quartier parmi les plus multiethniques et les plus pauvres de Montréal<sup>2</sup>. En 2013, 34 235 personnes représentant une centaine d'ethnies différentes cohabitent dans le quartier<sup>3</sup>. Le quartier a d'abord abrité des grecs et des italiens qui ont laissé place au milieu des années 90 à des immigrants majoritairement en provenance de l'Asie du Sud-est. Le taux de chômage chez les 15 ans et plus est plus élevé (14,9 %) que la moyenne montréalaise (10 %)<sup>4</sup> et le quartier abrite davantage de locataires que de propriétaires. Historiquement, l'économie du quartier était fondée sur les usines textiles dont la plupart n'ont pas résisté à la mondialisation. Aujourd'hui le tissu économique est surtout composé de PME, particulièrement dans la restauration ou l'épicerie, souvent tenues par les habitants. Le quartier vote en général, libéral au palier provincial et fédéral au palier municipal, il a réélu la conseillère Marie Deros depuis 1998, d'abord conseillère indépendante, elle s'est rangée sous la bannière du candidat Coderre (ancien député libéral au fédéral) pour les élections de 2013. Le quartier comprend aussi de nombreux groupes communautaires œuvrant dans les domaines de l'environnement, de l'éducation, du sport et des loisirs. Leurs employés travaillent dans le quartier mais n'y résident pas. Derechef selon les études, la politisation s'annonce un défi dans un tel quartier (Braconnier et Dormagen 2007). Plusieurs raisons expliquent notre choix du comité de citoyens. D'abord, ce dernier était un des rares groupes du quartier n'appartenant pas à la mouvance communautaire, il était composé et dirigé par les citoyens-habitants du quartier ensuite, son existence n'était pas assujettie à une lutte précise (la lutte contre la faim, l'environnement etc.), le comité prétendait vouloir faire du quartier un meilleur endroit pour vivre. Cet aspect comme l'absence de professionnels laissaient les citoyens dessiner plus librement les voies de la politisation. Le comité Parc-Extension, né en juillet 2008 à l'initiative d'une habitante du quartier, n'était pas encore assez organisé pour les élections municipales de 2009, il recrutait encore des participants. En 2013, le groupe était 'plus mûr' et deux membres du comité tentèrent leurs chances comme candidats au poste d'élu du district<sup>5</sup>.

#### I. Le style de groupe du comité de citoyens Parc-Extension : un groupe civique impliqué en politique

Le groupe se définissait en relation avec ce qu'il pensait être les devoirs d'un comité de citoyens du quartier, et en opposition aux mouvements urbains anarchistes du quartier. En effet, bien que les deux groupes utilisaient une même référence à l'empowerment, ils entretenaient des relations différentes au

<sup>2</sup>http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL\_STATS\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/58\_PARC-EXTENSION.PDF

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL\_STATS\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/58\_PARC-EXTENSION.PDF

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL\_STATS\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/58\_PARC-EXTENSION.PDF

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Nous ne décrivons pas plus précisément les membres du groupe car notre objectif n'est pas d'examiner l'influence de caractéristiques sociales sur l'engagement, comme dans une perspective bourdivaine, mais plutôt de saisir quand, où et comment des citoyens tiennent un discours en termes publics lors d'une campagne électorale.

'plus large monde'. Pour les seconds, l'empowerment referait à des luttes globales dont les liens avec le quartier pouvaient être ténus. Au contraire, les membres du comité souhaitaient s'occuper en priorité des problèmes concernant le quartier et qui n'étaient pas déjà pris en charge par d'autres organisations. Ainsi les membres décidèrent de signer la pétition contre l'expulsion des immigrants illégaux dans le quartier 'par conviction' comme l'affirma Jean-François mais non d'en faire une cause défendue explicitement par le groupe. « On soutient mais on ne mène pas le dossier, notre ambition n'est pas de résoudre les problèmes du monde mais ceux qui se posent directement dans notre communauté et qui ne sont pas pris en charge par les autres groupes communautaires ». Pour les militants, la référence au quartier était secondaire, pour les membres du comité, elle était première, ils se définissaient eux-mêmes comme un groupe local de citoyens-habitants. Ceci impliquait de toujours faire le lien entre une cause générale et les conséquences pour la communauté. Une des discussions préparatoires à la campagne électorale tenue lors d'une réunion du groupe est ici révélatrice :

- Sylviana : d'un côté on comprend, les condos c'est la seule source de financement des municipalités avec la taxe foncière, mais l'environnement c'est le problème majeur du 21<sup>e</sup> siècle
- Henri : moi je ne comprends pas le manque de vision
- Francis : là encore on fait du cas par cas il n'y a pas de plan général c'est la même chose pour le plan du patrimoine, oui il y a des impératifs circonstanciels mais on a durant le conseil des réponses au cas par cas une vision de services, bien sûr les élus sont dévoués mais on n'a pas de débat général sur la question.
- Henri : sans parler des jardins communautaires. Cinq ans que je suis sur la liste d'attente, il y a un problème dans l'attribution des lots et les élus ne sont pas pressés d'intervenir dans le dossier. Chaque fois on m'enjoint de contacter le fonctionnaire et chaque fois le fonctionnaire m'informe de mon rang dans la liste mais le problème est que ce sont des chasses gardées de la communauté grecque et italienne, le règlement est contourné. De toute façon, il faut des jardins collectifs.
- Caroline : quelle est la différence entre des jardins communautaires et collectifs ?
- Henri : dans un jardin communautaire, la récolte est partagée, les citoyens travaillent ensemble, on apprend l'équité, le partage. En plus dans notre quartier, cela peut être un appoint non négligeable pour les familles.
- Francis : d'un autre coté ce n'est pas facile de satisfaire toutes les demandes, mais il est certain que le fonctionnement du conseil n'aide en rien, on ne traite jamais d'un enjeu global mais on répond à une question si possible la plus centrée sur le cas du particulier.

Cette discussion montre que le comité pouvait discuter lors de ces réunions internes en termes publics sur des enjeux locaux comme celui des espaces verts ou du développement. Les dossiers n'étaient pas évoqués en termes purement abstraits (par exemple les conséquences des changements climatiques dans le monde ou la gentrification à l'échelle des villes) mais insérés dans une problématique plus directement liée au quartier. Cependant cette problématique témoignait bien d'une montée en généralité, avec un souci de justice et de répartition des ressources, comme le souligne l'intervention de Henri sur les jardins communautaires. La conversation illustrait ensuite, certaines des critiques que le groupe formulait à l'exercice de la démocratie municipale dans l'arrondissement laquelle ne permettait pas d'initier une conversation générale et structurelle à l'échelle du quartier, mais favorisait une gestion au cas par cas des problèmes. Autrement dit pour les membres, la solution devait être une solution 'globale', politique, même si au départ on devait bien sûr essayer de résoudre le problème d'un quémandeur.

Une autre frontière avec les activistes concernait les normes de discours en écho aux visions du bon citoyen et du bon membre promues au sein du groupe. Les membres rejetaient toute dimension conflictuelle avec les élus. Lorsque trois membres du groupe décidèrent de participer à la manifestation à la sortie du conseil municipal sifflant les élus et brandissant des pancartes d'opposition au projet de l'implantation du nouveau campus universitaire dans le quartier, la majorité des membres critiquèrent l'action. « Que va-t-on penser de nous, sinon que nous sommes des irresponsables, des radicaux ». L'attitude du groupe souligne donc une obligation envers les citoyens et les élus, elle pointe les limites

du style de groupe et de ses normes de paroles : le radicalisme. Le bon citoyen selon les membres du comité s'impliquait au sein des institutions démocratiques. La précédente discussion pointe cependant que ce civisme ne signifiait pas une confiance dans les élus ni même l'absence de critique par rapport à l'exercice de la démocratie locale. Le courriel<sup>6</sup>, ci-dessous, que nous envoya Francis, suite à un conseil d'arrondissement, est éclairant à cet égard.

Parlant démocratie, dans mon cas, un article de Simon Castonguay dans le *Devoir de philo* de samedi dernier, autour du penseur allemand Gunther Anders, écrivait ceci : «Rappelons que la pratique (praxis), c'est-à-dire l'action, orientée vers une finalité (télos), est, par essence, différente de la technique (tecknê), qui est l'art – le moyen – employé pour y parvenir. La praxis suppose donc une forme de conscience qui dirige l'action, alors que la technique en est dépouvue. ». Cette réflexion me fait penser à notre expérience de la séance du conseil pour le parc de l'Épée : les règlements municipaux peuvent à la longue être appliqués sans conscience des conséquences et gérées par des technocrates qui l'appliquent sans questionner ses finalités, les intentions initiales qui ont motivé leur adoption, et seulement en tenant compte de sa légalité. Le citoyen qui questionne la finalité et la moralité des conséquences, se fait répondre que la loi est la loi et que ce sont les fonctionnaires qui sont les arbitres les mieux placés pour évaluer leur finalité et leur moralité (réponse à tout). (Ceci sans dénigrer le pouvoir réel, et souvent positif, des fonctionnaires !!! Parole de fonctionnaire ... d'un genre particulier).

Le recours à l'argument de la morale souligne que Francis souhaitait nouer une discussion sur les valeurs qui présidaient aux décisions techniques. Il ne croyait pas que les fonctionnaires soient désintéressés des problèmes du quartier. Cependant, il considérait qu'une seule réponse, technique, effaçait la véritable question, celle des fondements de la décision, de la vision du bien commun. Pour Francis donc, la réponse technique, informative, ne résumait pas la réponse démocratique. À l'instar du groupe, Francis était aussi irrité par le mode de fonctionnement du conseil. Lors des séances du conseil d'arrondissement, les membres du comité, comme les autres citoyens, avaient le droit de poser des questions et d'être préoccupés par la sécurité dans le quartier, les espaces verts, la salubrité des immeubles ou encore le stationnement. La plupart des élus désiraient donner la meilleure réponse possible et connaissaient leurs dossiers. Cependant, la meilleure réponse possible n'était pas la même pour les membres du comité et pour les élus. Ces derniers invitaient les citoyens à parler en leur nom propre, sur des sujets concrets réclamant une réponse du même type. Et les citoyens avaient deux minutes pour poser un maximum de deux questions. Par exemple, lorsque Henri voulut intervenir pour situer sa requête sur les jardins dans une réflexion plus générale sur l'écologie et le développement durable, l'élue l'encouragea à poser plus rapidement sa question: « mais votre question, quelle est votre question? ». En quittant la séance du conseil d'arrondissement du mois de mars 2013 : Francis et Sylviana s'exprimèrent ainsi :

- Francis : en fait, on ne peut pas discuter sur le fond. On est encouragé à poser des questions sur du 'niaisage', plus le problème est microscopique, plus la réponse reçoit de l'attention.
- Sylviana : oui, on a droit juste à deux questions et on est toujours invité à être bref.
- Francis : et tu n'as pas remarqué combien les questions particulières sont encouragées, « comment puis-je résoudre votre problème » [Francis faisait ici allusion à la réponse d'un élu lors du conseil à un citoyen]. Il n'y a jamais de débat sur le développement dans le quartier, on est invité à voir les choses par le petit bout de la lorgnette.

Ce dialogue confirme la volonté des membres de relier des problèmes locaux à des problèmes plus généraux. Pour les membres du comité, le cas de l'arrondissement relevait d'une réflexion plus large sur le développement montréalais. Ils défendaient leur quartier mais inscrivait cet engagement dans une perspective plus vaste.

-

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Le courriel fut envoyé le 9 avril 2013 suite au conseil d'arrondissement du 2 avril 2013.

Le déroulement de la séance du mois de mars 2013 au conseil de district montre encore le désir de discussion des membres du comité de citoyens et le lien que les membres effectuaient entre conflit et discussion. Ce conseil se déroula dans un climat plus tendu qu'à l'habitude lequel soulignait que les membres du comité n'étaient pas les seuls à se préparer à la campagne, les élus aussi. Et suite aux révélations de pratiques illégales dans la gestion municipale lors de la commission Charbonneau, les trois élus d'Union Montréal, le parti de l'ancien maire Gérald Tremblay, siégeaient désormais comme conseillers dits indépendants. Des voix susurraient en outre, que les trois élus pourraient se ranger derrière la candidature de Denis Coderre, député fédéral libéral, qui avait annoncé son désir de briguer la mairie. Sur les cinq élus de districts, une seule demeurait donc affiliée à un parti politique municipal, Vision Montréal. Celle-ci demanda en séance qu'une retransmission du conseil via internet soit installée. Le dossier de la démocratie municipale était un dossier à l'étude dans l'arrondissement et comme le précisa la mairesse, les élus avaient convenu de prolonger la réflexion avant d'annoncer toute mesure. La demande de motion formulée par l'élue dérogeait donc clairement à la décision du Conseil et surtout à ses pratiques, comme le rappela encore la mairesse :

- Il n'est pas dans la tradition de ce Conseil d'étaler nos désaccords en public, nous ne faisons pas de politique ici.

Les deux autres élus présents renchérirent. À l'opposé de la majorité des élus, les membres furent très satisfaits que le désaccord entre les élus soit visible. Pour les membres du comité, le désaccord n'était pas négatif, il était une condition du débat démocratique et de la discussion.

- Francis : ça permet aux gens de savoir qui pense quoi
- Sylviana : d'assister à une discussion
- Paul : d'habitude tout est préparé d'avance.
- Sylviana : il n'y a jamais de débat car tout le monde doit avoir le même avis
- Francis : ah oui surtout pas de conflit, vive le consensus!

Le style de groupe du comité permettait donc une discussion marquée par l'esprit public en son sein. L'ancrage local du comité ne nuisait pas à une montée en généralité. Un élément du rapport au politique des membres peut sembler paradoxal, « le rapport au conflit » : alors que les membres se montraient prudents quant à l'action collective, ils reprochaient aux élus de privilégier une discussion en des termes techniques et pragmatiques qui évacuaient la dimension politique des choix formulés. Ils regrettaient de ne pouvoir tenir les mêmes discussions dans les institutions que celles qu'ils menaient lors de leurs réunions internes. Les seules civilité, communication et participation ne leur paraissaient pas suffisantes. Leur définition du politique impliquait donc une dimension agonistique. Si les membres étaient critiques du processus de décision au sein de la municipalité, cette critique ne nuisait pas à leur engagement. Pour autant, à l'opposé de certains citovens décrits par Bennett et alii 2013, ils ne décrivaient pas leur engagement uniquement en termes de civisme pour se distancer du politique. En outre, cet éloignement de l'action collective ne concernait pas toute leur vie de citoven, ils l'appliquaient uniquement à l'activité du comité. C'était leur interprétation du rôle d'un comité de citoyen au sein de la démocratie municipale qui justifiait leur choix d'action. La signature de la pétition comme leur discussion autour de la manifestation montraient qu'ils considéraient que l'action directe et la confrontation pouvaient parfois être un moven pertinent d'action. L'orientation vers le conflit était 'fluide', selon leur interprétation du contexte.

#### Le comité dans la campagne : La politisation par la déception

À l'arrivée de la campagne, les membres se montraient fébriles d'autant que deux membres Sylviana et Michael approchés par des partis politiques, respectivement 'Coalition Montréal' et 'Projet Montréal', prenaient part à la compétition électorale. Nous avons accordé une attention spéciale à leur expérience

car le relatif désappointement des deux participants est aussi significatif du décalage entre la vision et les attentes du comité quant à la démocratie et la façon dont celle-ci était exercée à l'échelon local.

Pour annoncer son entrée en campagne, Sylviana fit parvenir le message suivant aux membres du comité :

Depuis plusieurs mois que je demande publiquement, avec d'autres résidents, que le conseil d'arrondissement permette aux citoyens de débattre et de donner leur avis sur les questions qui les préoccupent, et non seulement de poser des questions sur des sujets individuels. Pour ce faire, il faut que les points à l'ordre du jour soient connus et expliqués d'avance, que les consultations sur les projets de l'arrondissement soient mieux annoncées et que les sujets plus critiques soient discutés ouvertement, en toute transparence, avant les décisions. Seule Elsie Lefebvre a soumis des propositions concrètes en ce sens, mais sans le soutien des autres élus.

Maintenant avec la Coalition Montréal - Marcel Côté, je suis heureuse de défendre très haut ce point de vue. Voici quelques indications d'action que nous entreprendrons pour améliorer la participation citoyenne :

- Mettre sur pied un conseil de quartier, où siègent les citoyens et les organismes,
- Adopter un budget participatif pour améliorer la participation,
- Revoir les pratiques du Conseil pour permettre les débats,
- Revoir les pratiques de consultation publique,
- Adhérer au mouvement de données ouvertes que tous les citoyens pourraient consulter en ligne,
- Utiliser l'Internet, comme la webdiffusion, pour augmenter les échanges avec la population,
- Développer une application mobile pour permettre aux citoyens de signaler toute observation, et de connaître le suivi en ligne, du style CitizensConnect de Boston.

De telles mesures deviennent une garantie que les élus travaillent au service des citoyens, et non l'inverse!

Le message illustrait en tout point la conviction du comité sur la démocratie et la nécessité de débat en termes publics tenus entre les citoyens et les élus. Lors du focus groupe, Michaël et Sylviana rapportèrent les mêmes sentiments contrastés vis à vis de la campagne électorale. Tous deux avaient apprécié le porte à porte et les réunions de cuisine. «Ils avaient eu là l'occasion d'avoir une vraie discussion avec leurs concitoyens, d'écouter leurs besoins et leurs visions de la démocratie» (Sylviana). En revanche, ils avaient été déçus par l'organisation de la campagne dans leur quartier, et «par la façon de faire de la politique par les élus en place» (Michaël).

- Sylviana : je me suis rendue à la fête de la communauté pakistanaise, j'espérais pouvoir parler, exposer mon programme mais seule l'élue sortante a pu le faire et encore, quelle façon de présenter le programme, aucun débat, juste «souvenez-vous ce que j'ai fait pour vous, la rénovation du temple», mais en fait ce n'est pas elle, ce sont des fonds dont tout élu jouit. Aucune vision sur le développement du quartier jamais.
- Michael : une campagne électorale ne peut être fondée uniquement sur des liens personnels, des services, il faut une idée générale du développement de la ville. On n'en a jamais vu une dans l'arrondissement.
- Sylviana : ce n'est pas que nos élus n'ont pas de conviction, c'est dans la façon de présenter les choses, toujours mettre de l'avant le lien de proximité

Sylviana fut encore contrariée par sa participation à une activité organisée par la paroisse du quartier et par les paroles du prêtre à la fin de son discours : «et surtout n'oubliez pas tout le bien qu'a fait notre représentante pour notre paroisse c'est grâce à elle, si nous avons obtenu la réfection de notre aile». «On se croirait revenu au temps de Duplessis» soupira-t-elle. Cette expérience alimenta les conversations des réunions hebdomadaires du comité, elle nourrit le sentiment que les commettants avaient « une vieille façon » (Francis) de faire de la politique qui reposait sur le marchandage et qui ne favorisait pas l'émergence de débats plus larges. Les précédents propos de Michaël et Sylviana montrent que ces derniers sont déçus par un exercice de la démocratie qui met l'accent sur le lien entre élu et commettant plutôt que sur une discussion plus générale des problèmes du quartier. Ils regrettaient

également le peu d'espace que la campagne autorisait pour les débats et les discussions plus larges. Finalement dit Sylviana, «quand ai-je réellement parlé de mon programme, discuté, argumenté? Lors du débat organisé par les groupes communautaires », ou « avec vous dans le groupe». Michaël partageait le même sentiment. Il avait apprécié le débat organisé par les groupes communautaires, débat auquel les têtes de liste des autres partis dans l'arrondissement n'étaient pas venues. Selon lui, le débat public lui avait permis de discuter des engagements de son parti dans le transport vert et de développer à cet égard une vision sur un plus long terme. Il était aussi satisfait d'avoir su adapter les engagements du parti à la réalité de Parc-Extension.

Alors que comme le confia Sylviana, elle pensait que sa campagne serait remplie de débats, elle convint avec Michaël que ces derniers en avaient occupé la portion congrue. Le témoignage des deux membres du comité souligne ici la différence dans l'exercice de la campagne entre les candidats au poste de maire, ces derniers bénéficiant de l'attention médiatique, et les candidats aux postes de conseillers municipaux. Comme s'en plaint Sylviana, « la campagne des 'petits' candidats [au poste de conseillers] est si peu couverte par la presse, même celle de l'arrondissement ».

Bien que la campagne électorale soit un moment éminemment politique dans l'exercice de la démocratie, l'observation du comité de citoyens Parc-Extension souligne que les discussions plus générales se produisent davantage au sein du groupe que devant les institutions et que la campagne électorale n'a pas permis selon les membres d'inverser cette tendance et de favoriser des discussions en termes publics en public. Cependant, cette déception n'a pas conduit à un retrait de la vie politique, au contraire, l'expérience a nourri les critiques à l'endroit de l'exercice de la démocratie et a motivé les membres à assister à l'ensemble des conseils d'arrondissements voire quand cela était possible de se rendre au conseil de ville.

#### II. Les membres du comité et les élus, des conceptions différentes de la démocratie municipale

Les critiques des membres du comité à l'endroit de l'exercice de la démocratie municipale ne doivent pas conduire à une vision cynique des élus et de leur engagement politique. Une interprétation de notre propos pourrait être que les élus voulaient empêcher les citoyens de parler ou qu'ils instrumentalisaient ces derniers. Pareille interprétation serait fausse. Les élus partageaient plutôt une autre vision de la démocratie qui engageait une conception différente des lieux, des formes et du rôle de la discussion citoyenne. Signe de son implication dans son mandat, la mairesse de l'arrondissement établissait les mariages les week-ends et reversait les revenus dans un fond de l'arrondissement. Les élus de l'opposition avaient également accès aux directeurs de service. La mairesse s'était par ailleurs montrée enthousiaste devant le comité en soulignant la difficulté pour les élus de mobiliser les citoyens : « nous avons besoin d'interlocuteurs ». Lorsque le comité sollicita une rencontre avec leurs représentants, ni la mairesse, ni l'élue de district ne refusèrent d'accéder à la requête des commettants. Les élus étaient donc désireux de discuter avec les citoyens. Cependant, ils concevaient différemment l'exercice de la citoyenneté au sein des institutions municipales et la campagne est révélatrice à cet égard. À la suite de la réunion de conseil où la divergence entre les élus éclata, Francis alla questionner un élu sur les raisons qui justifiaient la position du conseil quant à l'expression du conflit entre les élus, particulièrement dans le contexte d'une campagne électorale qui approchait. Celui-ci répondit que les citoyens préféraient éviter « de voir du conflit et des discussions à n'en plus finir, ils souhaitaient voir leurs élus bien s'entendre et être capables de gérer la ville». Un autre élément est significatif de la vision des élus. Au cours de la rencontre avec la représentante du district, organisée par le comité dans le but de préparer son intervention dans la campagne, celle-ci déclara: « mais vous savez toutes ces demandes sur la consultation, c'est relativement nouveau, cela fait plus de quinze ans que je suis la représentante des citoyens dans le quartier et avant, les citoyens nous appelaient pour qu'on fasse le travail à leur place,

pour qu'on leur donne satisfaction et qu'on leur évite de se déranger, c'était ça notre travail ». Cette phrase est éloquente. Elle renvoie à une conception de la démocratie fondée sur un lien de proximité, un lien individuel avec le citoyen. Il s'agit de résoudre les problèmes de celui-ci. Se dessinent ici une vision surtout administrative du métier d'élu municipal et une conception strictement libérale de l'exercice de la représentation. Et conséquemment, le politique s'appuie principalement sur la reddition de compte. La mairesse comme l'élue de district avaient siégé au conseil exécutif de la Ville. Lorsque le groupe rencontra la mairesse, celle-ci s'excusa de devoir se retirer de la discussion aux alentours des dix-neuf heures car elle devait accueillir un groupe de représentants Français lequel s'intéressait à la façon dont l'arrondissement gérait l'intégration des nouveaux arrivants. Il est donc aisé de supputer que les élus, ou à tout le moins certains d'entre eux, avaient bien une vision plus globale des problèmes montréalais. Ce n'était pas une incapacité qui expliquait l'évaporation du politique durant la campagne électorale et devant les institutions, c'était bel et bien une idée de l'exercice démocratique municipal où les institutions n'étaient pas le lieu du débat public et où la campagne électorale était conçue comme un exercice de reddition de compte et de présentation des services rendus à plus grande échelle. Ici, il faut encore rappeler l'absence des édiles sortants lors du débat avec les groupes communautaires alors qu'aucun d'entre eux n'avait manqué la tournée des communautés. Cette dernière n'encourageait cependant qu'un débat limité, comme le soulignaient les commentaires de Sylviana sur la rencontre avec la communauté pakistanaise. Pour les élus, le bon citoyen était d'abord un individu « qui ne cherchait pas la chicane » (la mairesse lors d'un conseil d'arrondissement) et qui exprimait ses besoins particuliers. Leur exercice de la démocratie valorisait une conception individuelle et consensuelle de la citoyenneté où les élus pouvaient bien débattre mais pas (ou disons pas principalement) devant les citoyens. Leur rôle devant ces derniers était surtout de répondre à leurs demandes.

D'aucun pourrait également se questionner, devant les critiques des membres du comité, sur les raisons qui poussaient ces derniers à continuer à assister assidument aux séances du Conseil. Une telle question serait d'ailleurs symptomatique de deux conceptions du rôle des citoyens devant les institutions. Une première supposerait que de toute façon, les citoyens sont complètement dépourvus face aux institutions et que la vraie possibilité de changement réside dans la rue et l'action collective ; une seconde que seuls les élus sont détenteurs de la légitimité populaire et que par conséquent, une question par citoyen au titre de la reddition de compte, est déjà beaucoup. Mais ces deux conceptions n'étaient pas celles du comité. Malgré leur critique de l'exercice de la démocratie municipale, les membres n'entendaient pas contester frontalement le système comme le pointe la suite des débats lors de la réunion préparatoire à la campagne.

- Célia : Nous devons respecter les 2 minutes, comme les autres citoyens
- Sylviana : En même temps, on nous nivelle par le bas, on peut pas parler

Les membres décidèrent alors que la meilleure façon d'agir était :

(...) d'émettre quelques demandes relativement précises, et donc, de prendre le temps de les préparer sur les [nos] dossiers en cours, agriculture urbaine et verdissement, démocratie, patrimoine mais aussi, sur une vision générale du développement du quartier (extrait d'un courriel de Francis envoyé aux autres membres du groupe).

À cette fin, le plus de membres possibles devaient s'inscrire pour la période de questions. Les membres étaient respectueux des règles de la démocratie représentative, ils ne voulaient pas donner une impression de « mépris et d'arrogance en ne respectant pas les deux minutes pour chaque question, particulièrement dans une campagne électorale, on doit respecter les règles » (Danie, en réponse au courriel de Francis). Ils ne souhaitaient pas non plus s'engager dans des actions plus contestataires comme des manifestations (aucune discussion n'avait affleuré sur le sujet depuis le départ de l'aile plus 'radicale' en 2012). Pour autant, les membres ne considéraient pas les manifestations comme illégitimes.

Ils pouvaient à l'occasion les soutenir comme celle sur la défense des immigrants illégaux dans le quartier en 2012. Cependant, ils jugeaient que l'engagement du comité dans le quartier relevait d'un autre registre d'action et d'une autre conception de la citoyenneté. S'ils étaient parfois accablés par le traitement individuel des problèmes qui dominait au conseil, s'ils se demandaient où ils leur seraient possible de débattre et comment des discussions plus ouvertes pouvaient être initiées, les membres demeuraient convaincus que leur place se trouvait bien devant les institutions car c'étaient elles qui influençaient leur vie. Leur participation au conseil d'arrondissement et plus généralement leurs actions correspondaient à une image de la citoyenneté et de la démocratie locale. Les membres n'adhéraient pas à l'image d'une politique municipale relevant uniquement de 'l'administration des choses'. S'ils reconnaissaient la souveraineté des élus via l'élection, cette reconnaissance ne devait pas se faire au détriment de la conversation démocratique. Pour eux, le conseil d'arrondissement n'était pas seulement un lieu de reddition de compte, il devait permettre un élargissement de la conversation démocratique et constituer un contexte favorable à la discussion en termes publics. Leur respect des règles ne signifiait pas non plus qu'ils avaient toujours confiance en leurs élus et dans les décisions de ces derniers. Leur présence au conseil est significative à cet égard. Comme le dit Darnie : « on y va pour informer le citoyen mais en informant le citoyen, on surveille aussi les élus, et les récents événements montrent qu'ils ont besoin d'être surveillés ». Dans leur engagement, il y avait donc à la fois de la méfiance et de l'espérance (si Michael et Sylviana n'avaient pas cru en leur possibilité de changer un peu les choses, ils ne se seraient pas présentés comme candidats dans le district).

# Conclusion : les leçons d'une campagne électorale sur les transformations de la politisation et du politique

Cette étude avait pour objectif de décrire la politisation d'un groupe de citoyens lors d'une campagne électorale. Elle faisait écho à une réflexion sur les lieux du politique : où et comment parle-t-on politique ? La question la plus importante derrière cette analyse concerne les transformations de la démocratie à la fois quant à son architecture et quant à la politisation des citoyens : quelles formes la participation politique et l'intérêt pour le politique prennent-ils et comment les contextes définissent-ils ces derniers ?

De ce point de vue, notre étude confirme certains éléments de recherches antérieures en pointant l'évaporation du discours en termes publics au sein des institutions politiques. Comme l'écrit Eliasoph (1998), plus l'espace devient public moins la discussion l'est. Notre étude d'une campagne électorale dans Parc-Extension souligne encore plus significativement ce phénomène. Les campagnes électorales ont été conçues comme des moments clés de la politisation, se déroulant dans des lieux privilégiés, ceux de l'espace public, afin justement de permettre une plus grande publicité aux discussions et aux débats. Le bargaining n'est pas nouveau en politique néanmoins les campagnes électorales, à tout le moins dans la théorie libérale, sont censées favoriser une montée en généralité, or celle-ci n'était pas l'élément marquant au sein de ces dernières. L'évitement du politique devait surtout à la volonté des élus de présenter les problèmes uniquement dans leur dimension technique en insistant sur une résolution individuelle. Ce dernier aspect conforte une vision de la démocratie locale vouait à l'administration des choses qui élude le lien entre des décisions administratives et des points de vue politiques. Notre enquête pointe le maintien d'une vision administrative de la démocratie locale et ce, malgré l'émergence récente de partis politiques à ce palier municipal (Breux et Bherer 2009). Cette vison est en décalage avec celle des citoyens observés qui voient dans le conseil municipal un lieu pertinent non seulement pour exprimer leur doléance mais également pour relier ces derniers à des problèmes plus généraux formulés en terme de justice. Cette différence dans les conceptions de la démocratie ne peut en outre, pas être attribuée à une différence générationnelle, les citoyens du comité appartenant grosso modo à la même génération que leurs commettants.

La politisation des citoyens s'effectue bel et bien dans la campagne mais par dépit, elle a lieu à l'extérieur de l'espace et du momentum prévu à cet effet. Elle est aiguillonnée par la déception que les membres éprouvent face la campagne et leurs commettants. En écho à l'architecture de la démocratie représentative, les études ont analysé la place de l'ordinaire dans le politique, mais notre enquête tendrait à pointer la politisation de l'ordinaire, corollaire d'une privatisation du politique. Ce rôle positif de la déception ou de la méfiance dans l'engagement corrobore plusieurs analyses contestant le lien entre méfiance et désengagement, ou du point de vue opposé entre confiance et implication (Dalton, 2004; Norris 2011). Cependant, la critique du politique formulée par les citoyens observés, à l'encontre de ceux dépeints par d'autres études (Bennett et alii 2013), ne va pas jusqu'à la dénégation de celui-ci. Les citoyens observés ne décrivent pas leur engagement sous les seuls atours du civisme afin d'éviter que celui-ci ne soit entaché par une quelconque affirmation politique. L'interprétation du politique par les membres ne se limite pas au triptyque, participation, communication, civisme. Leur critique ne s'appuie ni sur une dénonciation d'un système politique qui ne favoriserait que des intérêts étroits, ceux des plus nantis, ni sur le rejet du conflit (Bennett et alii 2013). Plus que sur la défense d'intérêts particuliers, la critique des membres du comité porte sur le manque de vision globale qui caractérise le discours des élus. Enfin, le souci des membres des affaires locales ne s'effectue pas au détriment des enjeux centraux de la vie démocratique comme le déséquilibre de pouvoir, les inégalités sociales ou encore l'identité et l'appartenance, notre analyse contrariant par-là certains résultats d'observations antérieures (Herbert 2005). Les citoyens observés s'ils veulent s'attarder en priorité sur l'espace territorial et politique, de leur quartier, entendent établir un lien entre ce dernier et le plus large monde.

Un des enjeux des recherches sur la politisation concerne la façon dont les citoyens malgré une culture du scepticisme s'engagent dans la vie de la communauté dessinant de nouvelles voies au politique. L'exemple montréalais montre que pour les citoyens du comité Parc-extension, ces voies ne se situaient pas complètement hors des institutions, même après leur déception, ils considéraient qu'assister au conseil municipal demeurait plus important que jamais afin de contraindre les élus à monter en généralité. Parallèlement, ils réfléchissaient à adopter une attitude plus contestatrice. La politisation des membres pourrait donc à plusieurs égards apparaître ambiguë. Elle renvoie à la définition de l'engagement dans un comité de citoyens par les membres eux-mêmes et au style de groupe qu'ils y associent. D'une part, ceux-ci ne souhaitaient pas être catalogués comme des radicaux face aux élus, ils privilégiaient donc la vision libérale de la démocratie municipale et une action à l'intérieur des institutions. D'autre part, ils étaient agacés par l'exercice de la démocratie au sein des institutions lequel niait toute dimension agonistique (Mouffe 2000). Et c'est cet agacement qui explique l'évolution du style de groupe à la fin de la période électorale vers une action collective non conventionnelle. Il est aussi symptomatique des tensions que les citoyens rencontrent entre ce qu'ils pensent être l'image du bon citoyen valorisée par les normes sociales en vigueur dans leur communauté et leur propre image de la démocratie idéale. De ce point de vue, la déception à l'endroit de la campagne leur permet de renforcer leur idée de ce que la politique ne devrait pas être.

#### Limites de notre recherche et recherches futures

Notre recherche repose sur l'observation ethnographique du comité de citoyens de Parc-extension. Bien que notre propos ait insisté sur la campagne électorale, notre description du style de groupe a bénéficié d'une observation plus longue de 2008 jusqu'à 2014. Trois co-enquêteurs ont recueilli les données à travers des entrevues semi-dirigées et une observation participante menée aussi bien lors des réunions internes du groupe que des assemblées publiques, des manifestations ou encore des conseils municipaux auxquels les membres du groupe assistaient. Le quartier de Parc-extension avec une population plus

pauvre que la moyenne constituait un exemple des plus pertinents pour étudier la politisation dans un contexte où celle-ci s'avère moins probable. Si cet exemple permet de cautionner certains résultats de la littérature, un seul exemple constitue une limitation à nos énoncés. De ce point de vue, il serait souhaitable de déterminer des cas qui pourraient tester le degré auquel nos conclusions sont généralisables. La campagne électorale de 2013 s'est déroulée dans un climat délétère marqué au Québec par les révélations de la commission Charbonneau (commission chargée par le gouvernement de se pencher sur les pratiques municipales) lesquelles soulignaient une collusion importante entre certains élus et fonctionnaires et les entreprises privées dans la région montréalaise. Même si au vu de la littérature, la corruption a un rôle ambigu quant à la politisation, il pourrait être intéressant de mener une recherche similaire dans d'autres villes. Second point, cette analyse est basée sur l'étude d'un quartier pauvre avec un nombre important d'immigrants, cependant, peu d'entre eux participaient au comité de citoyens. Ce dernier était surtout composé de citoyens montréalais depuis plusieurs générations. En outre, les citoyens 'désengagés', les activistes impliqués dans les groupes communautaires défendant une cause spécifique dans le quartier (ceux dont le comité voulait se distinguer) et enfin les citoyens qui s'engageaient à l'extérieur du groupe ne sont pas pris en compte dans notre étude. Mener des enquêtes au sein de ces groupes permettrait de mieux cerner la politisation dans l'ensemble du quartier et le rôle de la campagne électorale à cet égard.

Deux autres éléments qui dépassent les limites de notre recherche attirent notre attention. Il s'agit du rôle des élus et de l'absence de conflit dans la dépolitisation et les transformations de la démocratie. La vaste majorité des recherches sur la participation et les transformations démocratiques s'intéresse plus particulièrement à la société civile et aux citoyens. Peu se sont penchées sur les pratiques des commettants à cet égard. Pourtant ces recherches révèlent que l'évitement du politique n'est pas le seul fait des citoyens. Eliasoph (1998) souligne le rôle des institutions et des médias dans un tel processus. Notre enquête insiste plus directement sur le rôle des représentants politiques et de leurs discours tenus en public ou au sein des institutions. Loin de susciter une montée en généralité, ces discours circonscrivent les conversations et favorisent une démocratie de proximité laquelle s'appuie à la fois sur des relations individuelles entre un citoyen et un commettant et sur une approche au cas par cas des problèmes. De futures enquêtes pourraient explorer le degré de généralisation d'un tel constat et étudier quelques hypothèses. Notre observation souligne, plus que le machiavélisme, le poids d'une vision de la démocratie locale et des anciennes pratiques d'élus disposant souvent d'une longue expérience politique. L'influence des structures et des architectures politiques pourrait aussi être envisagée. À Montréal, la décentralisation a certes rapproché le citoyen des commettants mais a aussi, paradoxalement, éloigné ces derniers de la mairie centrale et des problématiques qui se posent à l'échelle de la ville.

Concernant le second élément, les études remarquent que la volonté de se détourner du conflit rend plus difficile de questionner les enjeux reliés aux inégalités et à la pauvreté. De futures analyses pourraient donc examiner la façon dont l'expression du conflit, au sein des institutions (et nous considérons que l'évitement du conflit est un choix quant à son expression) et durant les campagnes électorales, autorise un débat et une réflexion sur les inégalités sociales et quel rôle jouent à cet égard, les approches fondées sur l'action collective et celles davantage orientées sur un activisme 'soft'.

Enfin, notre dernière remarque traite des transformations des démocraties modernes et plus particulièrement des rapports entre privé et public ou ordinaire et politique. Dans les années 60, les mouvements verts ou féministes ont contribué à la prise en compte de l'ordinaire ou du privé en politique, le slogan ma vie privé est politique est révélateur ici. Cette politisation du politique correspondait à une idéologie, elle était liée à une volonté et un activisme. Le repli sur le privé pour discuter des liens entre ordinaire et politique que nous avons constaté dans notre enquête est tout autre, il correspond à un dépit face à la sphère publique et politique, le mouvement est en quelque sorte inverse.

Pareil constat mériterait de susciter analyse et réflexion car il sous-tend des transformations profondes des fondements de la démocratie représentative.

#### Références

Allsop, D. et H. F. Weisberg. 1988. Measuring Change in Party Identification in an Election Campaign. *American Journal of Political Science* 32: 996–1017.

Almond G. A. et S. Verba. 1963. *The civic culture: political attitudes and democracy in five countries*. Princeton: Princeton University Press.

American National Election Studies (ANES) 2010. « Guide to Public Opinion and Electoral Behavior: Tables 5A.1 and 5A.5. » http://electionstudies.org/nesguide/toptable/tab5a\_1.htm and http://www.electionstudies.org/nesguide/toptable/tab5a\_5.htm.

Auyero, Javier. 2006. « Introductory Note to 'Politics under the Microscope.' » *Qualitative Sociology* 29 (3): 257–59.

Baiocchi, G., Heller, P. et M. K. Silva 2008. « Making Space for Civil Society: Institutional Reforms and Local Democracy in Brazil ». *Social Forces* 86(3): 911-936.

Baiocchi, G., Bennett, A. E., Cordner A., Taylor Klein P. et S. Savell 2014. *The Civic Imagination : Making a Difference in American Political Life*. Boulder Co : Paradigm Publishers

Barber, B. 1984. Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age. New York: University of California Press.

Bellah, R., Madsen, R., Sullivan, W., Swidler, A. et S. Tipton. 1985. *Habits of the Heart: Individualism and Commitment in American Life*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Belley, S. et M.-A. Lavigne. 2008. Apolitisme, partis politiques et prégnance des institutions : le cas de l'élection municipale de 2005 à Québec. *Recherches sociographiques* 49(1): 47-68.

Bennett, E. A., Cordner, A., Taylor Klein P., Savell, S. et G. Baiocchi 2013. « Disavowing Politics : Civic Engagement in an Era of Political Skepticism ». *American Journal of Sociology* 119 (2) : 518-548.

Berelson, B. R., Lazarsfeld, P. F. and W. N. McPhee. 1954. *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*. Chicago: University of Chicago Press.

Boltanski, L. et L. Thévenot. 1991. De la justification Les économies de la grandeur. Paris : Gallimard.

Braconnier, C. et J.Y. Dormagen. 2007. La démocratie de l'abstention, aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire. Paris : Folio.

Brady, H. E and R. Johnston (eds). 2006. *Capturing Campaign Effects*. Ann Harbor: The University of Michigan Press.

Breux S. et L. Bherer (dir.), *Portrait de la démocratie urbaine au Québec : les élections municipales de 2009*. Québec : PUL. 59-84.

Calhoun, C. 1993. « Civil Society and the Public Sphere ». Public Culture 5: 267-280.

Calhoun, C. 1998. « The Public Good as a Social and Cultural Project ». In W. Powell et E. Clemens (dir), *Private Action and the Public Good*. New Haven, Conn.: Yale University Press.

Cmiel, K. 1990. Democratic Eloquence. The Fight Over Popular Speech in Nineteenth-Century America. New York: William Morrow.

Corporation for National and Community Service (CNSC) 2006. « Volunteer Growth in America: A Review of Trends since 1974. » Washington, D.C. <a href="http://www.nationalservice.gov/about/role\_impact/performance\_research.asp#VOLGROWTH">http://www.nationalservice.gov/about/role\_impact/performance\_research.asp#VOLGROWTH</a>.

Crenson, M. A et B. Ginsberg 2002, *Downsizing Democracy. How America Sidelined Its Citizens and Privatized Its Public*. Baltimore (MD) / London: The Johns Hopkins University Press.

Dalton, R. J. 2004. Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies. New York: Oxford University Press.

Douglas, M. 2002. Purity and Danger: An Analysis of Concept of Pollution and Taboo. London: Psychology Press.

Duchesne, S. and F. Haegel 2007. « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk. » *British Journal of Political Science* 37: 1-22.

Eliasoph, N. 2010 (1998). L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne. Paris : Economica.

Eliasoph, N et P. Lichterman. 2003. Culture in interaction. *American Journal of Sociology* 108 (4): 735-794.

Favre, P. 2002. « Y-a-t-il un rapport ordinaire au politique ? ». In J.L. Marie, P. Dujardin et R. Balme (dir.), *L'ordinaire. Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris : L'Harmattan.

Fillieule, O et C. Péchu. 1993. Lutter ensemble. Les théories de l'action collective. Paris : L'Harmattan.

Fraser, N. 1985. What's Critical about Critical Theory? New German Critique. 35: 97-131.

Gamson, W. 1992. Talking Politics. Cambridge: Cambridge University Press.

Ginsborg, P. 2005. The Politics of Everyday Life. Maling Choices, Changing Lives. New Haven: Yale University Press.

Goffman, E. 1959. The Presentation of Self in Everyday Life. Garden City, N.Y.: Doubleday.

Hamidi, C. 2010. La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans les associations de quartier. Paris : Economica.

Hibbing, J. R. et E. Theiss-Morse, eds. 2001a. What Is It About Government That Americans Dislike? Cambridge: Cambridge University Press.

Hibbing, J. R. et E. Theiss-Morse 2001b. «Process Preferences and American Politics: What The People Want Government To Be. » *American Political Science Review* 95, 145-153

Hibbing, J. R. et E. Theiss-Morse. 2002. *Stealth Democracy: Americans' Beliefs about How Government Should Work*. Cambridge: Cambridge University Press.

Hibbing, J. R. et E. Theiss-Morse. 2005. Citizenship and Civic Engagement. *Annual Review of Political Science* 8: 227-49.

Hirsch, J., Wardlow, H., Smith, D., Phinney, H., Parikh, S. and C. Nathanson. 2009. *The Secret: Love, Marriage, and HIV*. Nashville: Vanderbilt University Press.

Hudon, R., Poirier, C. et S. Yates 2008. Participation politique, expressions de la citoyenneté et formes organisées d'engagement. La contribution des coalitions à un renouvellement des conceptions et des pratiques. *Politique et Sociétés* 27 (3): 165-185.

Isin, E. F. 1992. Cities without Citizens: The Modernity of the City as a Corporation. Montreal: Black Rose Books.

Jackson, R. A., Mondak, J. J. and R. Huckfeldt. 2009. « Examining the Possible Corrosive Impact of Negative Advertising on Citizens' Attitudes toward Politics ». *Political Research Quarterly* 62 (1): 55–69.

Johnston, R., Blais, A., Brady, E. H. et J. Crête. 1992. Letting the People Decide: Dynamics of a Canadian Election. Montréal: McGill-Queens University Press

Jugnot, S. 2007, «La participation électorale en 2007. La mémoire de 2002», *Insee Première*, no 1169, décembre, [http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1169/ip1169.html#inter2].

Keane, J. 2009. The Life and Death of Democracy. New York: W. W. Norton & Co.

Le Bart C. et R. Lefebvre (dir.) 2005. *La proximité en politique. Rhétoriques, usages, pratiques*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Lichterman, P. 2005. *Elusive Togetherness: Church Groups Trying to Bridge America's Divisions*. Princeton: Princeton University Press.

Macedo, S. (ed.). 2005. Democracy at Risk. How Political Choices Undermine Citizen Participation, and What We Can do About it. Washington D. C.: Brookings Institution.

Mansbridge, J. 2003. Rethinking Representation. American Political Science Review 97 (4): 515-528.

Manent, P. 2001. Cours familier de philosophie politique. Paris : Fayard.

Manin, B. 1995. Principes du gouvernement représentatif. Paris : Calmamn Lévy.

Marie, J.-L., P. Dujardin et R. Balme 2002. L'ordinaire. Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines. Paris : L'Harmattan.

Mouffe, C. 2000. The democratic paradox. Londres: Verso.

Norris, P. 2011. Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited. Cambridge: Cambridge University Press.

Offe, C. 2006. «Political Disaffection as an Outcome of Institutional Practices? Some Post-Tocquevillean Speculations». In M. Torcal et J. R. Montero (dir.), *Political Disaffection in Contemporary Democracies*. London: Routledge.

Pew Research Center. 2010. «The People and Their Government: Distrust, Discontent, Anger and Partisan Rancor». Washington, D.C.: Pew Research Center. <a href="http://www.people-press.org/2010/04/18/distrust-discontent-anger-and-partisan-rancor/">http://www.people-press.org/2010/04/18/distrust-discontent-anger-and-partisan-rancor/</a>.

Pharo, P. 1985. Le civisme ordinaire. Paris : Méridien.

Pitkin, H. F. 1972. Wittgenstein and Justice: On the Significance of Ludwig Wittgenstein for Social and Political Thought. Berkeley: University of California Press.

Putnam, R. D. 2000. Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community. New York: Touchstone.

Putnam, R. D. 2002. Democracies in Flux. The Evolution of Social Capital in Contemporary Society. Oxford: Oxford University Press.

Perrineau, P. (dir.) 2003. Le désenchantement démocratique. Paris : La Tour d'Aigues.

Rosanvallon, P. 2008. La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité. Paris : du Seuil.

Rose, R. 1989. Ordinary People in public policy – A behavioral Analysis. London: Sage Publication

Roux, C. 2003. En attendant Putnam. La « culture de défiance » italienne dans la science politique américaine de l'après-guerre ; l'œuvre d'Edward C. Banfield. *Revue internationale de politique comparée* 10(3): 463-476.

Sargisson, L. 2001. «Politicing the quotidian». *Environmental Politics* 10, 2 : 68-89.

Sévigny, M. 2009. Et nous serions paresseux? Résistance populaire et autogestion libertaire. Montréal : Écosociété.

Silber, I. F. 2003. « Pragmatic Sociology as Cultural Sociology: Beyond Repertoire Theory? ». *European Journal of Social Theory* 6 (4): 427–49.

Skocpol, T. 2003. *Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life*. Norman: University of Oklahoma Press.

Taylor, C. 1989. Source of the Self: The Making of the Modern Identity. Cambridge: Harvard University Press.

Tindal, R. et S. Tindal. 2008. Local Government in Canada. Toronto: Thompson Nelson.

Tocqueville, A., [1831] 1969. Democracy in America. Garden City, N.Y.: Doubleday.

Young, I. 1987. « Impartiality and the Civic Public ». In *Feminism as Critique*, eds. S. Benhabib and D. Cornell. 1987, PAGES. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Walsh, K. Cramer 2012. Putting Inequality in Its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective. *American Political Science Review* 106 (03): 517-532.

Wuthnow, R. 1994. Sharing the Journey: Support Groups and America's New Quest for Community. New York: Free Press.